

Abo 2016
Soutenez l'UDC
et le Franc-parler!
Bulletin de versement en annexe

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

SPECIMEN

Bulletin de vote pour la votation populaire du 27 novembre 2016

Acceptez-vous l'initiative populaire «**Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire (Initiative «Sortir du nucléaire»)**» ?

Réponse

NON

RÉFÉRENDUM contre la loi sur l'énergie

Notre pays, nous tous, nous avons besoin d'un approvisionnement énergétique avancé, suffisant et fiable pour notre sécurité, nos emplois et notre prospérité.

Vous-aussi signez et faites signer le référendum contre la ruineuse loi sur l'énergie:

www.loi-energie-non.ch



Signez maintenant!

www.loi-energie-non.ch



LE TEMPS



Le PLR se laisse induire en erreur par les socialistes

L'automne dernier, après les élections parlementaires, certains électeurs bourgeois se sont pris à espérer que les valeurs conservatrices et libérales seraient à nouveau davantage entendues à Berne. Ces espoirs ont été cruellement déçus depuis. Bien que la collaboration bourgeoise ait porté ses fruits sur certains projets, comme par exemple le rejet de « l'économie verte », la réforme de l'AVS ou le Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA), la fréquence des majorités de gauche ne cesse d'étonner.

Comment un Conseil fédéral en réalité dominé par les forces bourgeoises peut-il décider de contrôles des salaires dans les PME, d'un assouplissement du frein au renchérissement ou de 100 millions supplémentaires en faveur de l'accueil extrafamilial des enfants ? Comment se peut-il qu'au Conseil national, la Stratégie énergétique 2050, une jungle réglementaire soumettant par une machinerie de subventions sans précédent un secteur entier à l'économie planifiée, passe très nettement la rampe ? Parce que le PLR est infiltré de socialistes, qui se parent d'un manteau libéral au moment des élections.

Le dernier coup de maître du PLR dans cette veine a été réalisé au sein de la Commission des affaires politiques du Conseil des États. Pliant l'échine face à l'UE et manquant à sa promesse de respecter la volonté populaire, il a refusé une mise en œuvre à la lettre de l'initiative sur l'immigration de masse. Comme si cela ne suffisait pas, des conseillers aux États bourgeois sont prêts à sacrifier le libre marché du travail en introduisant une obligation d'inviter les chômeurs proposés par les ORP à un entretien d'embauche, ce qui sera hautement nuisible à notre économie. On voit ici que le PLR laisse les socialistes le mener par le bout du nez. C'est d'autant plus regrettable que ce parti compte de nombreuses figures fidèles aux intérêts de l'économie. J'appelle précisément ces parlementaires PLR à collaborer avec nous afin de préserver notre prospérité et notre place économique.

Albert Rösti

Albert Rösti, conseiller national, président de l'UDC Suisse

Le 29 octobre 2016, plus de 500 délégués et invités se sont réunis à l'Assemblée des délégués de l'UDC Suisse qui avait lieu à Balsthal (SO).



L'assemblée des délégués de l'UDC Suisse s'est tenue aujourd'hui à Balsthal (SO). Ceux-ci se sont prononcés par 363 voix contre 3 et une abstention contre l'initiative extrême «Sortir du nucléaire» qui sera en votation le 27 novembre 2016. Le conseiller national **Michael Buffat** (VD) s'est clairement prononcé contre une sortie du nucléaire précipitée qui coûterait des milliards et rendrait la Suisse dépendante de l'étranger car plus capable d'assurer elle-même son approvisionnement.



En février 2017, suite au référendum de la gauche, nous voterons au sujet de la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III). Le ministre des finances **Ueli Maurer** a souligné les enjeux de cette votation et l'importance stratégique pour la Suisse de permettre aux entrepreneurs de bénéficier des meilleures conditions possibles.

La conseillère nationale et cheffe d'entreprise **Magdalena Martullo** a rappelé ensuite que la troisième réforme de l'imposition des entreprises allait permettre une plus grande attractivité de la Suisse et une plus grande sécurité pour nos places de travail.

Enfin les délégués ont soutenu cette troisième réforme des entreprises par 336 voix pour, 2 contre et 2 abstentions.





Où loger les migrants ? Les genevois doivent avoir le dernier mot!

Des migrants près de chez vous? L'afflux massif de migrants met les cantons sous pression pour les loger. De nouveaux centres dans nos communes ? Donnons la voix aux habitants qui sont pour l'heure muselés et sans droit de recours.

La Confédération met sous pression les cantons pour héberger les milliers de migrants entrés en Suisse récemment. Les autorités cantonales forcent alors les communes à accepter la construction de centres de requérants sur leur territoire. Sans égards pour la sécurité et la qualité de vie des habitants en général, pour les femmes et les enfants en particulier. Les possibilités d'opposition sont faibles et les résidents mis devant le fait accompli. De plus, les autorisations de construire sont délivrées avec une vitesse particulièrement inhabituelle, quelle surprise !

Migrants qui durant les premiers six mois de 2016 ont commis 142'500 crimes en Allemagne en hausse de 40% par rapport à 2015... combien chez nous ?

Les habitants sont mis devant le fait accompli : c'est inacceptable !

Deux projets déposés

L'UDC genevoise a déposé en novembre deux projets de loi constitutionnelle visant à redonner aux habitants des communes le droit de s'opposer à ces installations décidées par le Conseil d'Etat.

Le premier projet implique dans la Constitution cantonale l'obligation de soumettre au corps électoral communal chaque construction nouvelle destinée aux migrants. Le second propose d'exempter les communes visées par des centres de « requérants » avec une indemnité monétaire, proche de ce que la commune d'Oberwil-Leili a instauré récemment.



L'UDC Genève demande que les communes concernées puissent voter lorsque le canton décide de construire un centre d'accueil pour demandeurs d'asile sur son territoire. Un second projet veut donner au Conseil d'Etat le droit de fixer le montant à payer pour une telle exemption.

Des centres d'accueil imposés à la population n'aideront en rien les migrants à s'intégrer. Il revient à la Confédération de revoir avec rigueur et vigueur quels sont les vrais requérants et lesquels sont des migrants économiques. Afin d'en réduire substantiellement leur nombre.

Ces projets de loi permettront aux communes de décider si elles sont prêtes à accueillir des centres de migrants, ou alors de soutenir l'accueil financièrement.

Le dernier mot aux résidents

Les riverains et résidents doivent avoir le dernier mot sur des infrastructures qui changeront de façon substantielle

leur vie quotidienne et surtout leur sécurité. Nous sommes grâce à la gauche bien loin de l'époque où un requérant d'asile respectait toute loi de notre pays et tentait de s'intégrer au plus vite.

Demain cette même gauche demandera aux indigènes de prendre des cours d'intégration... !

*Marc Fuhrmann,
président UDC Genève,
Hermance (GE)*



Il faut appliquer le droit suisse

La Suisse se distinguait jusqu'à il y a peu par un haut niveau de sécurité juridique et de stabilité politique, qui sont des facteurs clés pour la place économique. Or, il arrive de plus en plus souvent que les décisions populaires ne soient pas mises en œuvre et que des dispositions constitutionnelles soient réinterprétées à l'envi. Ce phénomène est hautement dangereux, car il remet en question notre ordre juridique. C'est ce dysfonctionnement qu'entend corriger l'initiative pour l'autodétermination : elle vise à garantir un cadre fiable et stable, en renforçant l'ordre juridique suisse.

En Suisse, les questions politiques centrales sont traditionnellement décidées en dernière instance par le citoyen. Le droit d'initiative permet de réviser la Constitution à tout moment et aussi de débattre publiquement de questions fondamentales. Plusieurs fois par an, on vote sur différents sujets – y compris sur des référendums lancés contre des décisions du Parlement. C'est la raison pour laquelle la Suisse n'a pas de tribunal constitutionnel : c'est à la population que revient le dernier mot.

Le Tribunal fédéral se mêle de politique

La Constitution fixe clairement les règles du jeu : les initiatives populaires qui ne respectent pas les règles impératives du droit international sont nulles – pas celles qui entrent en conflit avec le droit international non impératif. C'est pourquoi l'affirmation selon laquelle la mise en œuvre des initiatives sur le renvoi ou sur l'immigration de masse serait « impossible », au motif que celles-ci violeraient le droit international, est une absurdité totale.

Les citoyens ont voté en sachant pertinemment que l'initiative créerait des tensions. Les nouvelles règles du droit constitutionnel doivent prendre le pas sur les règles plus anciennes du droit international non impératif. Sinon, les décisions démocratiques ne sont qu'une mascarade.

Différentes décisions du Tribunal fédéral remettent en question ces procédures, dont les mérites ne sont pourtant



Plusieurs fois par an, on vote sur différents sujets – y compris sur des référendums lancés contre des décisions du Parlement. C'est la raison pour laquelle la Suisse n'a pas de tribunal constitutionnel : c'est à la population que revient le dernier mot.

plus à démontrer. En octobre 2012, les juges lausannois ont décidé, dans le contexte de l'initiative sur le renvoi, que le droit international primait de manière générale le droit suisse. En novembre 2015, il a rendu un arrêt similaire concernant l'initiative sur l'immigration de masse: aux yeux du Tribunal fédéral, l'interprétation de l'Accord sur la libre circulation des personnes devait rester inchangée, malgré l'initiative. Des décisions fatales, qui mettent en cause l'essence même de la démocratie.

Une initiative importante pour l'économie

L'initiative de l'UDC pour l'autodétermination est importante pour

l'économie et les entreprises. La place économique est directement concernée: n'oublions pas que l'Accord de libre-échange avec l'UE a été brandi pour exiger une refonte de l'imposition suisse des holdings. C'est d'ailleurs l'une des raisons de la réforme de la fiscalité des entreprises III. Restaurons la sécurité du droit et faisons appliquer l'ordre juridique suisse !

Gregor Rutz,
conseiller national,
Zurich (ZH)



Pour une Suisse compétitive et des emplois préservés

Réforme fiscale **Oui**

La réforme

- + renforce la place industrielle
- + préserve les emplois
- + renforce les cantons et le fédéralisme
- + préserve les recettes fiscales
- + favorise la prospérité de tous



Magdalena Martullo-Blocher
Cheffe d'entreprise,
conseillère nationale

« La réforme de l'imposition des entreprises protège nos emplois, nos recettes fiscales et la prospérité de la Suisse. »

www.reformefiscale-oui.ch

VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX DE L'UDC FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 60'000 lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande.

Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58** ou par e-mail à franc-parler@udc.ch.

Découvrez notre journal en ligne sur www.udc.ch

dietschi
PRINT&DESIGN OLTEN

**BIEN PLUS QU'UNE
IMPRIMERIE**

■ ■ ■
DIETSCHI PRINT&DESIGN AG
Ziegelfeldstrasse 60
4601 Olten
T 062 205 75 75
www.dietschi-pd.ch

RÉFÉRENDUM contre la loi sur l'énergie

Fini les vacances ?

+3'200 Fr.
coûts suppl./an
par famille

**Signez
maintenant!**

NON à la ruineuse loi sur l'énergie ! www.loi-energie-non.ch

IMPRESSUM

FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'000 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale 8252 | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Kevin Crausaz | Crédit images: UDC Suisse, admin.ch, parlament.ch.

Chaos électrique aggravé

L'initiative des Verts pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire porte mal son nom. En principe, un programme prévoit des actions ordonnées et pensées dans un ensemble cohérent destiné à améliorer une situation donnée. Or avec cette initiative, c'est tout le contraire d'un programme qui nous est proposé.

Ce texte nous promet un chaos en matière d'approvisionnement électrique et n'améliorera rien, au contraire. Si l'initiative est acceptée, toutes les centrales nucléaires devront s'arrêter après 45 ans de service, quel que soit leur état.

Cette limite est totalement arbitraire et ne tient pas compte du critère le plus important : la sécurité. Si une centrale est sûre, rien n'empêche de la laisser fonctionner plus longtemps, sauf l'idéologie pure des milieux verts qui ont lancé l'initiative.

Dépendre des centrales françaises?

Concrètement, la Suisse devrait arrêter les deux réacteurs de Beznau et celui de Mühleberg en 2017. Gösgen s'arrêterait en 2024 et Leibstadt en 2029. Nous serions privés de trois réacteurs sur cinq dans 12 mois. Un tel manque dans notre production électrique devrait immédiatement être compensé par des importations de courant allemand – produit avec du charbon très polluant – ou de courant français – produit par les innombrables centrales nucléaires de nos voisins, une vaste hypocrisie donc. Le problème se poserait à nouveau dans les mêmes termes en 2024 et en 2029.

Chaos programmé

En effet, il est totalement illusoire

YouTube youtube.com/watch?v=7ABKLoSePyk



Avec l'initiative extrême "Sortir du nucléaire" c'est notre indépendance énergétique qui est en jeu. Il est donc primordial de voter NON le 27 novembre à une sortie précipitée de l'énergie nucléaire.

de penser que nous pourrions compenser la perte de la production nucléaire uniquement avec des économies d'énergie, et en augmentant la capacité de production éolienne, solaire ou encore hydraulique. C'est donc un chaos programmé pour notre approvisionnement électrique et une dépendance accrue à l'étranger et aux prix volatils du marché qui nous attendent.

Pour ces raisons, je vous recommande de voter non le 27 novembre.

Manfred Bühler,
conseiller national,
Cortébert (BE)



L'UDC Suisse recommande de voter NON à l'initiative populaire « Sortir du nucléaire » par 363 voix contre 3.

Plus d'informations: www.udc.ch/campagnes

Les conseillers aux États ignorent leurs électeurs

Le Conseil national n'a pas mis en œuvre l'initiative sur l'immigration de masse adoptée par le peuple et les cantons, ne serait-ce que dans ses grandes lignes. Au sein de la commission du Conseil des États chargée de l'examen préalable, j'ai essayé de mettre en œuvre le mandat constitutionnel de réduction de l'immigration en proposant un concept. La majorité ne veut toutefois rien savoir.

Depuis l'introduction de la libre circulation totale des personnes en 2007, la Suisse fait face à une immigration de masse irresponsable. Alors que l'immigration représentait une moyenne de 20'000 à un peu plus de 30'000 personnes par an avant 2002, elle dépasse les 80'000 personnes par an depuis 2007. Seule la moitié des immigrants environ viennent dans le pays pour y exercer une activité professionnelle. La Suisse compte aujourd'hui plus de 750'000 étrangers et étrangères de plus qu'en 2007. Une immigration aussi démesurée est intenable à moyen et long terme.

«Le Conseil national et le Conseil des États décident le contraire du mandat constitutionnel. Ils ne veulent pas prendre le contrôle de l'immigration et demandent même que les mesures soient approuvées par l'UE.»

Christoph Blocher,
anc. conseiller fédéral



Le contraire du mandat constitutionnel

Telles sont les raisons pour lesquelles le peuple et les États se sont prononcés le 9 février 2014 en faveur de la cessation de la libre circulation des personnes avec l'UE et ont ac-

cepté l'initiative populaire « contre l'immigration de masse ». Le National (de même que la commission du Conseil des États chargée de l'examen préalable) a décidé exactement le contraire du mandat constitutionnel, en accordant à la libre circulation avec l'UE davantage de poids qu'à la volonté populaire.

La solution zéro est encore aggravée par le PLR

Vu que l'UE refuse de négocier une adaptation de l'Accord de libre circulation, il est clair que la Suisse doit mettre en œuvre les directives fixées dans la Constitution fédérale par ses propres moyens. Ma proposition de concept exige des plafonds et contingents annuels, la priorité aux indigènes dans le recrutement de main-d'œuvre, ainsi que des restrictions du regroupement familial et de l'accès au système social. Hélas, au sein de la commission chargée de l'examen préalable, la majorité des conseillers aux États se sont prononcés contre le concept «Föhn», préférant la solution zéro du National.

Cette dernière n'a été que prétendument durcie sur certains points. Elle prévoit ainsi que les candidats proposés par les offices régionaux de placement (ORP) soient invités à des entretiens et que les refus soient motivés par écrit. Ce ne sont pas des durcissements, mais des obstacles bureaucratiques contraires aux intérêts des PME et de l'économie, qui pourraient donner lieu à de multiples procédures judiciaires. Le PLR a ici fait front commun avec les syndicats. Le concept

«Ce n'est pas avec de pseudo-corrrections sans aucun effet concernant la priorité aux travailleurs indigènes et en ignorant tous les autres points de la Constitution que l'on remplit le mandat.»

Adrian Amstutz,
conseiller national
et chef du Groupe UDC



des libéraux est compliqué et engendre des frais élevés. Il ne sert pas à prendre le contrôle de l'immigration, ni à la réduire. Les propositions du PLR n'ont pas tardé à faire l'objet de critiques des associations d'employeurs et des ORP eux-mêmes, qui les jugent impraticables. Il est décevant, mais aussi révélateur, que la solution zéro et les pseudo-durcissements du Conseil des États aient été concoctés par le PLR, manifestement de connivence avec les syndicats. Il appartient maintenant au Conseil national de prendre au sérieux la volonté du peuple et la Constitution dans sa session d'hiver, et de les mettre en œuvre. Sachant que la majorité des cantons a accepté l'initiative sur l'immigration de masse, les conseillers aux États, qui représentent justement les cantons, seraient eux aussi bien avisés de le faire.

Peter Föhn,
conseiller aux États,
Muotathal (SZ)



Peu profitent, tous paient

En tant qu'agriculteur, je rejette par conviction la Stratégie énergétique 2050. Une fois de plus, l'État cherche à appâter différents secteurs économiques par des promesses d'argent, pour faire passer ses idées utopiques. Cette manière de faire n'est bien entendu pas interdite. Elle explique néanmoins pourquoi personne, hormis l'UDC, ne se risque à critiquer ouvertement la Stratégie énergétique 2050. En effet, il va de soi qu'avec les 200 milliards à distribuer, certains en profiteront financièrement. Mais il ne fait aucun doute non plus que tout le monde devra payer plus !

Une énergie nettement plus chère

Il y a lieu de s'attendre à une forte hausse des prix du carburant. Les taxes supplémentaires prévues vont jusqu'à 26 centimes par litre. Pour financer ce mégaprojet au nom pompeux, le prix de l'électricité augmentera lui aussi. Il est ici prévu une augmentation de 3 centimes. Et comme on pouvait s'y attendre, un supplément substantiel frappera aussi le mazout. Celui-ci devrait s'élever à 67 centimes.

Il y a de moins en moins de nouveaux chauffages à mazout installés. Quant aux voitures, elles deviennent toujours plus efficaces grâce aux progrès technologiques. C'est pourquoi tout porte à croire que le prix de l'électricité devra être nettement augmenté, ou alors que le supplément sur les carburants sera encore supérieur aux chiffres actuellement évoqués. Ce qui est sûr, c'est que les coûts du mégaprojet, estimés à 200 milliards de francs, ne seront pas revus à la baisse.

Là où le bât blesse, c'est que le financement devra être assuré par tous les Suisses: les ménages privés, les entreprises, le tourisme et les agriculteurs. Les familles, mais aussi les régions périphériques et de montagne, seront les plus durement touchées. En effet, c'est précisément hors des zones urbaines, là où les gens ne peuvent



Le financement devra être assuré par tous les Suisses : les ménages privés, les entreprises, le tourisme et les agriculteurs.

se passer de carburant, que le supplément pèsera le plus lourd dans le budget.

Hausse des coûts de production

Le niveau élevé des coûts de production en Suisse fait régulièrement l'objet de critiques. Les agriculteurs, tout particulièrement, essuient de tels reproches. Ceux qui croient que la Stratégie énergétique permettra de faire baisser les prix des denrées alimentaires se mettent le doigt dans l'œil. C'est tout le contraire. Chaque litre de diesel utilisé par exemple pour la moisson sera plus cher. L'électricité pour le séchoir à foin, la grue à foin, la machine à traire, la ventilation, etc., tout cela nécessite de l'énergie et sera nettement renchéri. À la fin de la chaîne de création de valeur, les prix des denrées alimentaires augmenteront, qu'on le veuille ou non. Et quand les prix auront augmenté, tout le monde se frottera à nouveau les yeux, mais personne n'endossera la responsabilité.

Le reste de l'économie devra elle aussi lutter face à la hausse des coûts de l'énergie. Et une fois de plus, des emplois seront compromis. Il faut l'empêcher à tout prix, dans l'intérêt des jeunes générations.

Inutile à l'économie nationale

En tous les cas, le mégaprojet « Stratégie énergétique 2050 » engendrera des frais considérables pour nous tous. Il plombera le budget de chacun, ce qui est d'autant plus difficilement supportable lorsqu'on réalise qu'il n'apporte pas grand-chose sur le plan macroéconomique. En effet, pour ne citer qu'un seul exemple, si l'on regarde la production des panneaux solaires d'un peu plus près, il est tout de même très dérangeant que la plupart des panneaux soient importés de Chine. La création de valeur n'a ainsi malheureusement pas lieu en Suisse. **C'est pourquoi nous vous invitons à dire non à la coûteuse Stratégie énergétique 2050 et à signer dès aujourd'hui le référendum.**



Marcel Dettling,
conseiller national,
Oberiberg (SZ)



LEXUS RX: DÉCOUVREZ DE PRÈS NOTRE CHEF-D'ŒUVRE.



Parfaite combinaison de luxe, d'innovation et de design, le nouveau Lexus RX 450h a vraiment tout pour séduire:

- puissance **313 ch**, consommation **5,2 l/100 km**, CO₂ **120 g/km**, catégorie de rendement énergétique **B**
- **innovante transmission intégrale E-FOUR**, **luxueux équipements complets**, meilleure note aux tests **Euro NCAP**
- **Lexus Premium Free Service** 10 ans/100 000 km, disponible aussi en RX 200t.*

**DÉCOUVREZ L'EXPÉRIENCE RX LORS D'UN ESSAI
OU SUR FR.LEXUS.CH**

THE NEW
RX



* NEW RX 450h (tout hybride 3,5 litres, E-FOUR AWD, 5 portes). Consommation Ø 5,2 l/100 km, émissions Ø de CO₂ 120 g/km, catégorie de rendement énergétique B. NEW RX 200t impression (turbo essence 2,0 litres, AWD, 5 portes). Consommation Ø 7,9 l/100 km, émissions Ø de CO₂ 184 g/km, catégorie de rendement énergétique F. Véhicule représenté: NEW RX 450h F SPORT (tout hybride 3,5 litres, E-FOUR AWD, 5 portes). Consommation Ø 5,5 l/100 km, émissions Ø de CO₂ 127 g/km, catégorie de rendement énergétique B. Les prix indiqués sont des prix nets conseillés, TVA incl. Consommation suivant directives 715/2007/CE. Émissions moyennes de CO₂ de tous les modèles de véhicules immatriculés en Suisse: 139 g/km. Lexus Premium Free Service comprend la maintenance gratuite jusqu'à 10 ans ou 100 000 km (selon la première éventualité), véhicule de courtoisie incl. pour assurer votre mobilité.

La mosquée An-Nour à Winterthour, foyer extrémiste

Dans la mosquée An-Nour de Winterthour, un imam éthiopien a appelé au meurtre des musulmans ne participant pas à la prière commune dans la mosquée. Il a enjoint aux personnes présentes de dénoncer les croyants qui ne respectaient pas les règles. Informée par un journaliste, la police a arrêté l'imam. La mosquée est depuis longtemps observée de près par les autorités.

En Suisse, le nombre de membres des communautés musulmanes croît constamment depuis des années. Ma ville de Winterthour, en particulier, est depuis des années confrontée à des problèmes avec différentes communautés musulmanes. Plusieurs jeunes de Winterthour sont partis faire la « guerre sainte » en Syrie.

Le problème sécuritaire de l'immigration incontrôlée

En droit des étrangers, les imams qui prêchent dans les mosquées suisses sont considérés comme des « spécialistes d'États tiers ». Chaque année, 10 à 20 autorisations sont octroyées pour de tels prêcheurs. Des règles d'intégration spécifiques s'appliquent: les imams doivent être familiarisés avec la société suisse et reconnaître le système juridique, ainsi que les valeurs de la Suisse. C'est écrit noir sur blanc dans la directive du Secrétariat d'État aux migrations. Manifestement, ces règles sont faciles à contourner: l'imam arrêté serait entré en Suisse avec un visa touristique.



La reconnaissance en droit public des communautés islamiques, comme le demande la conseillère d'État PS Jacqueline Fehr, va clairement dans la mauvaise direction.

Le problème de l'islam radical est une conséquence de l'immigration de masse. Il n'existe malheureusement pas de solution toute faite, rapide et simple. D'un côté nous voulons garantir la liberté de religion et d'association, de l'autre on ne saurait compromettre la sécurité de la population, notre ordre juridique, notre culture et nos valeurs chrétiennes. Ce qui est clair, c'est que les exigences de l'UDC dans le domaine des étrangers doivent être systématiquement appliquées: introduction de contrôles aux frontières, le Service de renseignements doit utiliser ses ressources, expulser les criminels étrangers et re-

quérants d'asile illégaux. Il faut également revoir les peines dans le domaine du terrorisme et la possibilité d'une détention pour motifs de sûreté des terroristes potentiels.

La reconnaissance en droit public des communautés islamiques, comme le demande la conseillère d'État PS Jacqueline Fehr, va en revanche clairement dans la mauvaise direction. Les communautés islamiques ne sont pas organisées sur un mode démocratique et ont une conception totalement différente du droit: pour elles, la charia est l'ordre juridique régissant tous les domaines de la vie.



Natalie Rickli,
conseillère nationale,
Winterthour (ZH)

Stopper la croissance de l'Etat

L'UDC a présenté sa vision de la situation actuelle des finances fédérales. Elle a aussi proposé une série de mesures afin de stopper l'expansion démesurée de l'Etat. Ces principes d'une politique financière à long terme défendue par l'UDC sont résumés dans un nouveau document stratégique du parti.



Conférence de presse du 1^{er} novembre 2016 avec le conseiller national Thomas Aeschi, la conseillère nationale Magdalena Martullo, le président Albert Rösti, et les conseillers nationaux Franz Grüter et Jean-Pierre Grin.

Dans une économie nationale saine, l'économie doit croître et non pas l'Etat. Voilà la seule manière de sauvegarder durablement les emplois et la prospérité. Or, la croissance de l'Etat a largement dépassé celle de l'économie durant les années écoulées. L'UDC exige donc depuis des années un réexamen sévère des tâches de la Confédération et, comme conséquence, une pla-

Apporter enfin des corrections aux dépenses

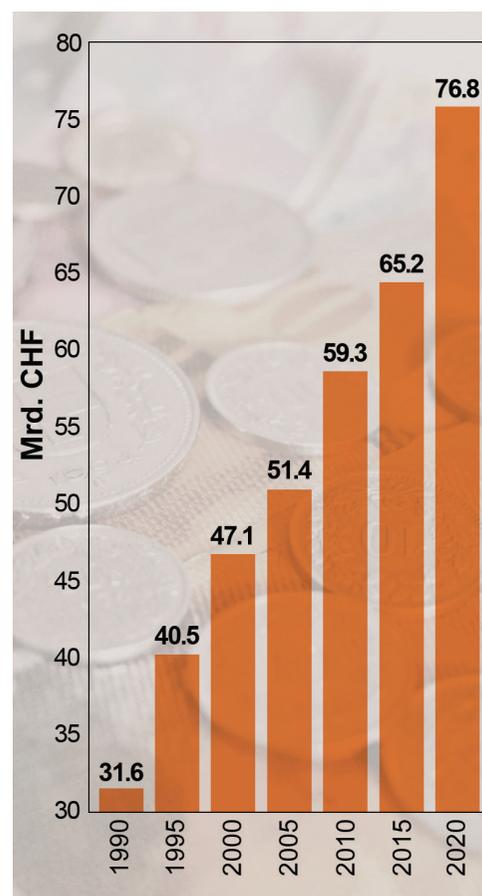
Des corrections immédiates s'imposent dans le domaine de l'asile où les dépenses augmenteront de 850 millions de francs l'an prochain. Pour financer ces charges, le Conseil fédéral tente d'éluder le frein à l'endettement en comptabilisant 400 millions de francs au titre des "charges extraordinaires". L'UDC exige en outre

« La mythe propagé par la gauche d'un "Etat étouffé par les économies" ne résiste pas à la réalité des chiffres: compte tenu du programme de stabilisation 2017-2019 le budget de la Confédération croît chaque année de 3,4% en moyenne pour passer de 65 milliards en 2015 à près de 77 milliards en 2020. »

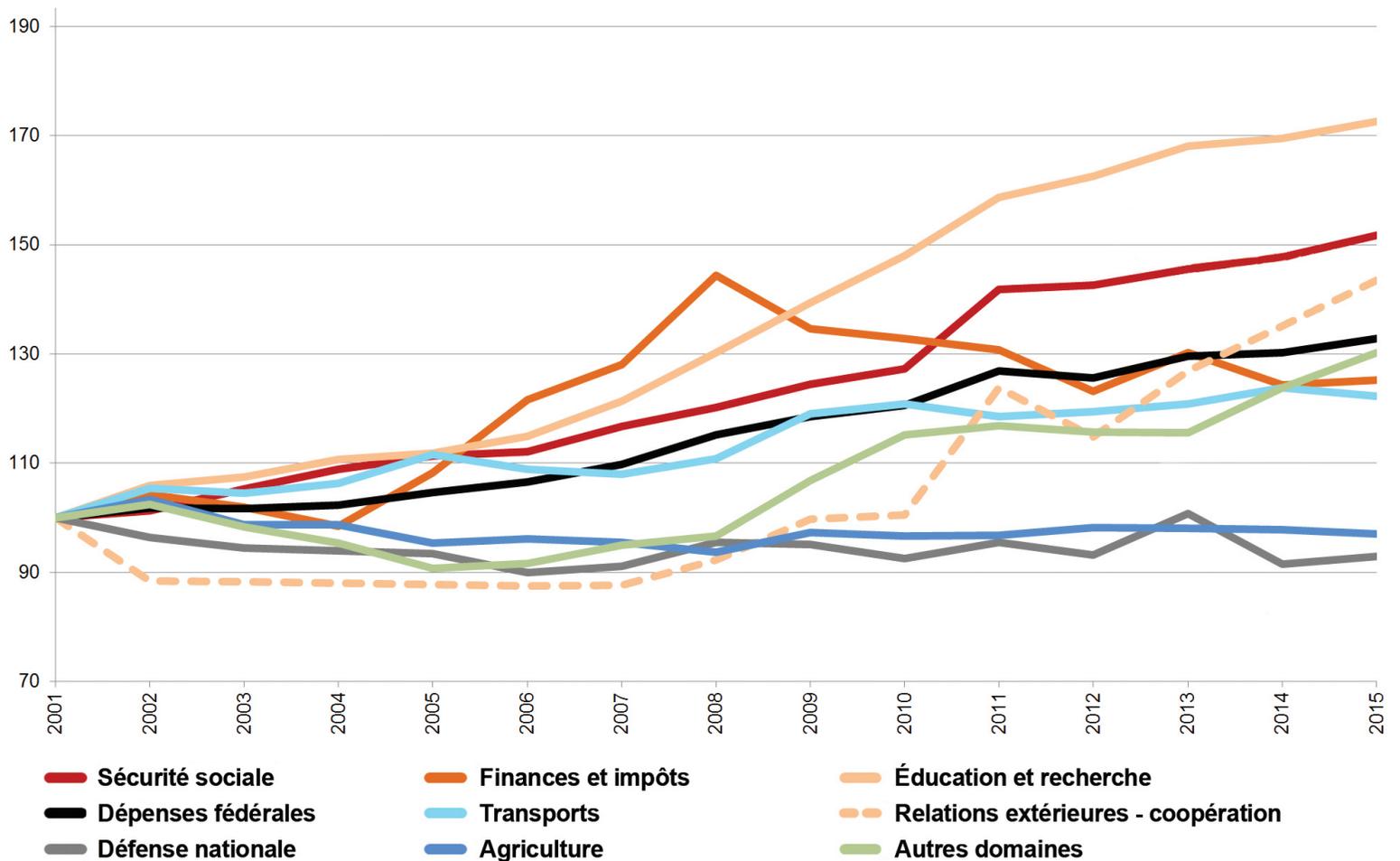
THOMAS AESCHI, CONSEILLER NATIONAL

nification de l'abandon de certaines tâches afin de réduire l'administration fédérale et de diminuer les dépenses de l'Etat ou, du moins, d'en atténuer la croissance. Face à des déficits pronostiqués de 1,4 à 2 milliards de francs par an dès 2018, ces exigences doivent enfin être suivies d'actes.

que l'aide au développement soit ramenée de 11,1 à 9,5 milliards de francs dans la prochaine enveloppe budgétaire (2021-2024) destinée à ce secteur. Des économies s'imposent aussi dans l'administration fédérale qui peut être massivement réduite après avoir connu une expansion ex-



Alors qu'en 1990 le ménage fédéral se contentait encore de 31,6 milliards de francs, il dépense aujourd'hui 65,2 milliards de francs par an. Il est maintenant nécessaire de freiner cette croissance excessive.



L'expansion démesurée de l'Etat ne peut pas être mise sur le dos de l'armée ou de l'agriculture. L'UDC exige des économies dans l'administration fédérale qui peut être massivement réduite après avoir connu une expansion excessive de plus de 27% en 9 ans.

cessive (+27% en 9 ans). A ce niveau également des prestations peuvent être supprimées sans perte.

Réduire les impôts et redevances
C'est notamment au zèle régulateur du centre-gauche politique que nous devons la progression constante du fardeau fiscal qui dure depuis des

années pour atteindre aujourd'hui un niveau tel que les Suissesses et les Suisses travaillent la moitié de l'année juste pour alimenter l'Etat. Mais ce n'est pas tout : un nombre croissant d'obligations et d'interdictions restreignent notre liberté individuelle et génèrent une avalanche de lois et d'interventions

« L'UDC est aujourd'hui le seul parti politique de la Berne fédérale qui cherche sérieusement à équilibrer le budget de l'Etat. »

JEAN-PIERRE GRIN, CONSEILLER NATIONAL

« Une analyse précise des chiffres contredit le mythe selon lequel l'agriculture et la défense nationale sont responsables de cette explosion des dépenses. Le domaine de l'agriculture s'est rétréci de 2,9% depuis 2001 alors que la défense nationale a même subi une coupe de 7%. A l'inverse, le domaine de la formation, de la recherche et de l'innovation a bénéficié d'une croissance des dépenses de plus de 72% durant cette même période et la sécurité sociale une hausse de 51,7%. Cette progression se poursuivra jusqu'en 2019. »

FRANZ GRÜTER, CONSEILLER NATIONAL

de l'Etat. Pour libérer l'économie et les citoyens de ce carcan que leur impose l'Etat, l'UDC se battra en faveur d'un élagage systématique de la jungle réglementaire.

Dans son nouveau document stratégique sur les finances fédérales l'UDC éclaire tous ces détails et offre un aperçu révélateur de la politique financière de l'Etat. L'objectif de nos exigences politiques est de garantir durablement l'équilibre des finances de la Confédération.

L'UDC proche de vous!

Venez nombreux à la rencontre des parlementaires UDC qui vous renseignent sur la politique fédérale!

Argovie

 Burgherr Thomas, conseiller national
19 décembre, 19h30
Gasthof zum Schützen, Aarau

 Flüchiger Sylvia, conseillère nationale
19 décembre, 19h30
Gasthof zum Schützen, Aarau

 Giezendanner Ulrich, conseiller national
17 décembre, 11h00
Restaurant Tägerhard, Wettingen

 Stamm Luzi, conseiller national
17 décembre, 11h00
Restaurant Tägerhard, Wettingen
19 décembre, 19h30
Gasthof zum Schützen, Aarau

 Glarner Andreas, conseiller national
17 décembre, 11h00
Restaurant Tägerhard, Wettingen

 Knecht Hansjörg, conseiller national
17 décembre, 11h00
Restaurant Tägerhard, Wettingen

 Reimann Maximilian, conseiller national
19 décembre, 19h30
Gasthof zum Schützen, Aarau

Berne

 Aebi Andreas, conseiller national
20 décembre, 20h00
Restaurant Schwanen, Alchenstorf

 Amstutz Adrian, conseiller national
19 décembre, 20h00
Restaurant Rebleuten, Kupfergasse 5,
Oberhofen

 Bühler Manfred, conseiller national
pas d'événement

 Geissbühler Andrea, conseillère nationale
25 janvier, 20h00
Restaurant Löwen, Jegenstorf

 Hess Erich, conseiller national
2 décembre, 19h30
Gasthof Kreuz, Wohlen b. Bern

 Röstli Albert, conseiller national
19 décembre, 20h00
Restaurant Rebleuten, Kupfergasse 5
Oberhofen

 Salzmann Werner, conseiller national
4 décembre, 12h00 - 16h00
SVP-Marktstand, Weihnachtsmarkt Burgdorf

 Pieren Nadja, conseillère nationale
4 décembre, 12h00 - 16h00
SVP-Marktstand, Weihnachtsmarkt Burgdorf

 von Siebenthal Erich, conseiller national
2 février, 20h15
Restaurant Wildhorn, Lauenen

Bâle-Campagne

 de Courten Thomas, conseiller national
17 janvier, 19h00
Basel-Land

 Sollberger Sandra, conseillère nationale
17 janvier, 19h00
Basel-Land

Bâle-Ville

 Frehner Sebastian, conseiller national
pas d'événement

Kanton Appenzel Aus.

 Zuberbühler David, conseiller national
pas d'événement

Fribourg

 Rime Jean-François, conseiller national
19 novembre, 18h00
Place de "la corrida bulloise", Bulle

 Page Pierre-André, conseiller national
19 novembre, 18h00
Place de "la corrida bulloise", Bulle

Genève

 Amaudruz Céline, conseillère nationale
pas d'événement

 Nidegger Yves, conseiller national
pas d'événement

Glaris

 Hösli Werner, conseiller aux Etats
pas d'événement

Grisons

 Brand Heinz, conseiller national
26 janvier, 20h00
Restaurant Alte Post, Bonaduz

 Martullo Magdalena, conseillère nationale
3 février, 19h30
Holzbau Mani, Andeer

Lucerne

 Estermann Yvette, conseillère nationale
20 décembre, 18h00
Hoffmatt-Platz, Kriens

 Müri Felix, conseiller national
11 janvier, 19h30
Saal "Weitsicht", Restaurant Rössli, Wolhusen

 Grüter Franz, conseiller national
11 janvier, 19h30
Saal "Weitsicht", Restaurant Rössli, Wolhusen

Neuchâtel

 Clottu Raymond, conseiller national
pas d'événement

Nidwald

 Keller Peter, conseiller national
pas d'événement



St-Gall



Brunner Toni, conseiller national
1 décembre, 20h00
SVP Werdenberg



Büchel Roland Rino, conseiller national
6 janvier, 20h00
Hotel Metropol, Widnau



Müller Thomas, conseiller national
pas d'événement



Keller-Inhelder Barbara, conseillère nationale
5 janvier, 20h00
Rest. Seehof, Schmerikon
6 janvier, 20h00
Hotel Metropol, Widnau



Reimann Lukas, conseiller national
pas d'événement



Schaffhouse



Hurter Thomas, conseiller national
16 décembre, 19h00
CM Brauhaus, Neuhausen am Rheinfall



Germann Hannes, conseiller aux Etats
16 décembre, 19h00
CM Brauhaus, Neuhausen am Rheinfall



Soleure



Imark Christian, conseiller national
20 décembre 19h30
Hotel Egerkingen, Egerkingen



Wobmann Walter, conseiller national
20 décembre 19h30
Hotel Egerkingen, Egerkingen



Thurgovie



Eberle Roland, conseiller aux Etats
pas d'événement



Hausammann Markus, conseiller national
pas d'événement



Herzog Verena, conseillère nationale
11 janvier, 20h00
SVP am Iselberg



Walter Hansjörg, conseiller national
8 janvier, 11h00
Pfadiheim Weinfelden



Vaud



Buffat Michaël, conseiller national
10 janvier, 19h30
Cave Badan, Avenue du Cloître 9, Aigle



Nicolet Jacques, conseiller national
10 janvier, 19h30
Cave Badan, Avenue du Cloître 9, Aigle



Grin Jean-Pierre, conseiller national
10 janvier, 19h30
Cave Badan, Avenue du Cloître 9, Aigle



Glauser Alice, conseillère nationale
10 janvier, 19h30
Cave Badan, Avenue du Cloître 9, Aigle



Zoug



Aeschi Thomas, conseiller national
22 décembre, 19h30
Gasthaus Degen, Chamerstrasse 9, Hünenberg



Stahl Jürg, conseiller national
6 janvier, 19h00
Im Buck, Brütten



Tuena Mauro, conseiller national
20 décembre, 18h30
Restaurant Osteria da Biagio,
Limmatstr. 228, Zürich



Rutz Gregor, conseiller national
7 novembre, 19h00
Hotel Sommerau, Zürcherstrasse 72, Dietikon
20 décembre, 18h30
Restaurant Osteria da Biagio,
Limmatstr. 228, Zürich



Zurich



Köppel Roger, conseiller national
17 décembre, 10h00
Gasthof Höfli, Otelfingen
17 décembre, 19h00
Restaurant Reiatstübli, Opfertshofen



Steinemann Barbara, conseillère nationale
31 janvier, 19h30
Bistro Rüschrlikon, Rüschrlikon



Zanetti Claudio, conseiller national
11 janvier, 20h00
Wädenswil



Rickli Natalie, conseillère nationale
7 novembre, 19h00
Hotel Sommerau, Zürcherstrasse 72,
Dietikon



Schwytz



Dettling Marcel, conseiller national
pas d'événement



Schwander Pirmin, conseiller national
pas d'événement



Föhn Peter, conseiller aux Etats
pas d'événement



Kuprecht Alex, conseiller aux Etats
pas d'événement



Tessin



Chiesa Marco, conseiller national
pas d'événement



Uri



Arnold Beat, conseiller national
pas d'événement



Valais



Addor Jean-Luc, conseiller national
pas d'événement



Ruppen Franz, conseiller national
pas d'événement



Vogt Hans-Ueli, conseiller national
20 décembre, 18h30
Restaurant Osteria da Biagio,
Limmatstr. 228, Zürich



Walliser Bruno, conseiller national
3 février, 19h00
Zentralstrasse 1, Volketswil



Egloff Hans, conseiller national
17. Dezember, 10h30
Gemeindespycher, alte Landstrasse 7,
Oetwil an der Limmat



Matter Thomas, conseiller national
pas d'événement



Heer Alfred, conseiller national
20 décembre, 18h30
Restaurant Osteria da Biagio,
Limmatstr. 228, Zürich

Votation du 27 novembre 2016

Non à l'initiative extrême «Sortir du nucléaire»!

- **Non** au chaos provoqué par un arrêt immédiat
- **Non** à une baisse de la sécurité d'approvisionnement
- **Non** à une dépendance accrue et à des importations d'électricité produite avec du nucléaire ou du charbon
- **Non** à des coûts qui se chiffrent en milliards